



EIDGENÖSSISCHE BANKENKOMMISSION
COMMISSION FÉDÉRALE DES BANQUES
COMMISSIONE FEDERALE DELLE BANCHE
CUMMISSIUN FEDERALA DA LAS BANCAS

Bulletin

EBK CFB
EBK CFB
EBK CFB
EB K CFB
EB K CFB
EB K CFB

Heft / Fascicule 18

1988

Herausgeber Eidg. Bankenkommission
Editeur Commission fédérale des banques

Marktgasse 37, Postfach, 3001 Bern
Telefon 031 322 69 11
Telefax 031 322 69 26

Vertrieb Eidg. Drucksachen- und Materialzentrale
Diffusion Office central fédéral des imprimés et du matériel

3000 Bern / 3000 Berne

Telefon 031 / 322 39 08
Téléphone 031 / 322 39 08

Telefax 031 / 322 39 75
Téléfax 031 / 322 39 75

Inhaltsverzeichnis

Seite

Abkürzungsverzeichnis	4
Bilanzierung nicht börsenkotierter Wertpapiere	7
Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit; Kursschnitte	11
Organisation; Eigengeschäfte des Personals: Fehlen von Kontrolle und Reglementen	20
Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit; Bevorzugung nahestehender Kunden bei der Zuteilung von Neuemissionen	26
Umfang der Revisionsarbeiten in Banken; Umfrage der Eidg. Bankenkommision von 1986	32

Sommaire

page

Liste des abréviations	5
Comptabilisation d'obligations non cotées en bourse	7
Garantie d'une activité irréprochable; gains illégaux résultant d'une application illicite des cours (Kursschnitte)	11
Organisation; opérations du personnel pour compte propre: absence de règlements et de contrôles	20
Garantie d'une activité irréprochable; traitement de faveur accordé à des clients proches lors de l'attribution de nouvelles émissions	26
Etendue de la révision dans les banques; enquête de la Commission fédérale des banques 1986	32

Zitiervorschlag: EBK Bulletin 18

Proposition pour la citation: Bulletin CFE 18

Abkürzungen

ABV (OBE)	Verordnung (der Eidgenössischen Bankenkommission) vom 22. März 1984 über die ausländischen Banken in der Schweiz (SR 952.111)
BankG (LR)	Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen (SR 952.0)
BankV (OB)	Verordnung vom 17. Mai 1972 zum Bundesgesetz über die Banken und Sparkassen (SR 952.02)
BGE (AIF)	Bundesgerichtsentscheid
EBK (CFB)	Eidgenössische Bankenkommission
OR (CO)	Bundesgesetz vom 30. März 1911 betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht) (SR 220)
ROG-EBK (RO-CFB)	Reglement vom 4. Dezember 1975 über die Organisation und Geschäftsführung der Eidgenössischen Bankenkommission (SR 952.721)
StGB (CP)	Schweizerisches Strafgesetzbuch vom 21. Dezember 1937 (SR 311.0)
VwVG (PA)	Bundesgesetz vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren (SR 172.021)

Abréviations

ATF (BGE)	Arrêt du Tribunal fédéral
CFB (EBK)	Commission fédérale des banques
CO (OR)	Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) (RS 220)
CP (SIGB)	Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0)
LB (BankO)	Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (RS 952.0)
OB (BankV)	Ordonnance d'exécution du 17 mai 1972 de la loi sur les banques et les caisses d'épargne (RS 952.02)
OBE (ABV)	Ordonnance (de la Commission fédérale des banques) du 22 mars 1984 concernant les banques étrangères en Suisse (RS 952.11)
PA (VWVG)	Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (RS 172.021)
RO-CFB (ROG-EBK)	Règlement du 4 décembre 1975 concernant l'organisation et l'activité de la Commission fédérale des banques (RS 952.721)

Art. 6 LB; art. 667 CO. Comptabilisation des papiers-valeurs non cotés à la bourse

Les papiers-valeurs non cotés à la bourse ne peuvent pas figurer au bilan pour une somme supérieure à leur prix d'acquisition (art. 667 al. 2 CO). L'art. 667 al. 1 CO est-il applicable par extension à des papiers-valeurs non cotés en bourse mais qui sont traités sur un marché économiquement comparable à celui de la bourse? Question laissée ouverte en l'espèce parce que les titres en cause n'étaient pas traités sur un tel marché.

Art. 6 BankG; Art. 667 OR. Bilanzierung nicht börsenkotierter Wertpapiere

Nicht börsenkotierte Wertpapiere dürfen in der Bilanz nicht zu einem höheren als dem Kostenpreis aufgeführt werden (Art. 667 Abs. 2 OR). Kann Art. 667 Abs. 1 auf nicht börsenkotierte Wertpapiere, die aber an einem mit der Börse wirtschaftlich vergleichbaren Markt gehandelt werden, ausdehnend angewendet werden? Frage offengelassen, weil die fraglichen Titel nicht auf einem derartigen Markt gehandelt wurden.

Faits:

A) Le 6 août 1987, la banque X a adressé à la Commission fédérale des banques (ci-après: CFB) une requête en vue d'obtenir l'autorisation de comptabiliser régulièrement et pour chaque exercice concerné, dans ses profits et singulièrement sous la rubrique «produits des titres», la part du rendement des obligations incorporée dans la différence entre le prix d'achat des titres et le capital effectivement remboursable à l'échéance. Cette requête résultait de l'opportunité qui s'était offerte à la banque, d'acquérir sur le marché suisse des placements privés, des obligations à moyen terme de débiteurs japonais à faibles coupons acquises à un cours intérieur au pair.

B) Par lettre du 6 août 1987, la banque X a précisé qu'il s'agissait en l'occurrence, sans exception, d'obligations qui n'étaient pas cotées officiellement aux bourses suisses. Ces titres faisaient par contre l'objet d'un marché hors bourse dont les cotations apparaissaient

en principe, parfois sporadiquement, sur les systèmes d'informations financières Telekurs ou Reuter. En conclusion la banque soulignait que ces nouveaux instruments financiers ne bénéficiaient pas d'un marché véritablement large. Selon elle au contraire, ce dernier était caractérisé par d'amples distorsions à la baisse ou à la hausse, dues au manque de trading central.

La Commission fédérale des banques a rejeté la requête de la banque X.

Considérants on droit (extraits):

1. a–b) (rappel des dispositions légales en matière d'établissement des comptes annuels).

2. a) Les principes d'évaluation découlent des règles générales de la comptabilité commerciale (art. 957 ss CO) et du droit de la société anonyme (art. 662 ss CO). Ces prescriptions visent à maintenir le capital-actions. Elles commandent de ne pas s'écarter du principe d'évaluation au coût historique tel que le consacre le droit des sociétés anonymes. Les actifs peuvent être portés au bilan au plus pour leur prix d'achat ou de revient (cf. Manuel suisse de révision comptable, I, ch. 2.2.3 ss) Les augmentations de valeur ne doivent pas apparaître si elles ne sont pas réalisées par le truchement de ventes (principe de la réalisation: cf. Bodmer/Kleiner/Lutz, Kommentar zum schweizerischen Bankengesetz, Zürich 1986, No 9 ad art. 6 LB); les pertes ne doivent pas être indiquées au moment où elles se produisent, mais sitôt qu'elles sont prévisibles ou reconnues (anticipation des pertes: cf. ATF 105 I b 406; Bodmer, op. cit. No 15 ad art. 6 LB). Le principe des coûts réels et celui de l'imparité empêchent que l'on fasse état dans les livres de bénéfices fictifs susceptibles d'être distribués par la suite (voir aussi Rapport de gestion de la CFB 1982, p. 42 s.).

b) La CFB a par ailleurs déjà jugé que la nature juridique d'une opération est fondamentale pour sa comptabilisation (Bulletin CFB 6, p. 21 ss). En conséquence, dans la décision précitée, la CFB a d'une part ordonné la comptabilisation des «notes» dans la rubrique «1.11 Titres» du bilan et a rejeté leur assimilation à des crédits d'autre part. En comptabilité, le raisonnement économique est influencé par des

éléments subjectifs. Il ne donne pas suffisamment d'assurance que les mêmes opérations seront comptabilisées d'une manière uniforme par toutes les banques (cf. aussi Rapport de gestion 1980, p. 26). Bien que pertinente, l'assimilation par la banque X de ces obligations à des crédits ne peut donc pas être retenue ici. Dès lors, il n'y a pas lieu de s'écarter de la jurisprudence établie.

3. L'art. 667 al. 1 CO prévoit une exception au principe d'évaluation au coût historique. Selon cet article, les papiers-valeurs cotés à la bourse ne peuvent être comptés pour une somme supérieure à leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan. S'il s'agit d'une bourse étrangère, les difficultés de transfert seront prises en considération. Tandis que la version française exige expressément la cotation à la bourse, le texte allemand ne parle que de «Papiere mit Kurswert», ce qui permettrait donc d'étendre cette règle à des papiers-valeurs non cotés à une bourse officielle pourvu qu'ils soient traités sur un marché économiquement semblable à une bourse. A titre d'exemple on pourrait songer aux titres «négociés sur un marché organisé dont les cours sont régulièrement publiés», visés par l'art. 16 al. 1 let. d OB (selon teneur au 25 novembre 1987) et l'art. 2 al. 1 OFP (RS 951.311). La doctrine est divisée sur la question de savoir si l'art. 667 al. 1 CO peut être interprété d'une manière aussi extensive (pour: Forstmoser/ Meier-Hayoz, Einführung in das schweizerische Aktienrecht, 2e éd. 1980, p. 226, ch. 28; contre: Wolfhart Bürgi, Zürcher Kommentar 1957, note 5 ad art. 667 CO).

Point n'est besoin en l'espèce de trancher la question puisque, selon les déclarations de la banque X, les obligations examinées ne sont ni traitées à une bourse officielle, ni sur un marché hors bourse véritablement large et organisé avec des cours régulièrement publiés. L'exception prévue par l'art. 667 al. 1 CO n'est donc pas applicable au cas présent même si on voulait suivre l'interprétation extensive d'une partie de la doctrine.

En conséquence, les titres visés par la requête de la banque X doivent être considérés comme des papiers-valeurs non cotés («Papiere ohne Kurswert») au sens de l'art. 667 al. 2 CO. Selon cette prescription, ils ne peuvent figurer dans le bilan pour une somme supérieure à leur prix d'acquisition; il sera tenu compte des revenus courants (intérêt, dividende), ainsi que des dépréciations. Il est évi-

dent que la différence entre le prix d'achat des titres et le capital effectivement remboursable à l'échéance pour ces obligations à bas coupons n'est pas un revenu courant et ne peut, dès lors, être comptabilisée avant l'échéance.

(Décision du 23 octobre 1987)

Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG. Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit; unerlaubte Kursschnitte auf Wertschriftentransaktionen

Gemäss Art. 428 Abs. 3 und Art. 436 Abs. 2 OR haben die Banken bei kommissionsweise ausgeführten Börsengeschäften ihren Kunden den an der Börse erzielten bzw. den zur Zeit der Auftragsausführung geltenden Preis anzurechnen. Eine Verletzung dieser vertraglichen Pflichten ist mit der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit nicht zu vereinbaren.

Art. 3 al. 2 let. c LB. Garantie d'une activité irréprochable; gains illégaux résultant d'une application illicite des cours lors d'opérations sur titres (Kursschnitte)

Lors de transactions sur titres, les banques sont tenues, conformément aux art. 428 al. 3 et 436 al. 2 CO, de calculer aux clients le prix obtenu à la bourse, respectivement le prix arrêté au moment de l'exécution du mandat. Violer cette obligation contractuelle n'est pas compatible avec les exigences légales relatives à la garantie d'une activité irréprochable.

Sachverhalt:

A) Im Bericht über die Prüfung der Jahresrechnung 1986 der Bank X hielt die Revisionsstelle in den Bemerkungen zur Gesamtsituation fest, dass das Gesamtergebnis massgeblich durch Handelsgewinne aus Kursschnitten bei Tagesgeschäften beeinflusst worden war und dass der überwiegende Teil dieser Gewinne aus Wertschriftentransaktionen mit einem einzigen Kunden stamme, weshalb ein nachhaltiger Erfolg aus derartigen Geschäften ungewiss sei. Aufgrund dieser Bemerkung und nachdem die Bankenkommission im Mai 1987 von der Schiedskommission gemäss der Vereinbarung über die Sorgfaltspflicht der Banken bei der Entgegennahme von Geldern und über die Handhabung des Bankgeheimnisses (nachfolgend VSB) über ein Verfahren gegen die Bank X wegen Widerhandlungen gegen die Art. 3, 11 und 12 VSB 1977 und Art. 3, 4 und 9 VSB 1982 orientiert wurde (siehe dazu WuR Bd. 40 [1988], Heft 2, S. 169), leitete das Sekretariat der Bankenkommission eine eingehende Untersuchung ein.

B) Die Bank X hat seit dem Jahre 1982 mit Kursschnitten auf Wertschriftentransaktionen neben der Courtage zusätzlich nahezu 1,5 Mio Franken eingenommen. Von Kunden erteilte Börsenaufträge (Bestens-Aufträge) führte die Bank üblicherweise gleichentags weisungsgemäss durch. Sie berechnete den Kunden wohl an der Börse während der Sitzung notierte, aber eben schlechtere als mit der Gegenpartei (Broker) erzielte Preise. Die Bank hat die den Kunden zu belastenden bzw. gutzuschreibenden Kurse je nach Kursentwicklung so festgesetzt, dass eine positive Differenz zwischen dem mit dem Broker ausgehandelten und dem dem Kunden abgerechneten Preis entstand. Die Differenz vereinnahmte die Bank zu ihren Gunsten. Die Bank wurde in allen Fällen nur auf entsprechenden Kundenauftrag hin tätig, d. h. aufgrund von Vermögensverwaltungsvollmachten wurden keine Börsengeschäfte vorgenommen.

Wie die Revisionsstelle bestätigte, ist die Bank bei diesem Vorgehen zu keinem Zeitpunkt eine eigene Risikoposition eingegangen und hat die Titel nie im Eigenbestand gehalten. Die Festsetzung des anzuwendenden Kurses gegenüber den Kunden erfolgte in der Regel durch den Leiter der Wertschriftenabteilung, Vizedirektor B, mit Wissen und unter Billigung durch Direktor A, der gleichzeitig Hauptaktionär der Bank ist. Dabei orientierte sich die Kursfestsetzung am Tageskurs, wobei der applizierte Kurs nie der schlechteste des Tages war, damit der Kunde noch zufrieden blieb, wie Direktor A ausführte. Man sei indessen nicht systematisch auf diese Weise vorgegangen, sondern habe vielmehr nur bei Gelegenheit am Kurs geschnitten. Die Kursschnitte seien auch nicht gezielt mit Blick auf eine Verbesserung der Ertragslage der Bank vorgenommen worden.

C) In den Revisionsberichten für die Jahre 1983, 1984 und 1985 hat die Revisionsstelle die Kursschnitte in einer Rubrik «Kursgewinne aus Tagesgeschäften (Kursschnitte)» unter dem Titel Wertschriftenertrag offen ausgewiesen. In den Bemerkungen zur Gesamtsituation wurde hingegen auf die Kursschnitte nicht aufmerksam gemacht. Anlässlich der Besprechungen dieser Revisionsberichte durch den Verwaltungsrat der Bank X wurden gegen diese Geschäfte keine Vorbehalte eingebracht. Dem Verwaltungsrat der Bank X gehören als Präsident ein Rechtsanwalt, als Vizepräsident ein Bankniederlassungsleiter und als drittes Mitglied die Mutter des Direktors und Haupt-

aktionärs A an. Im Revisionsbericht für das Jahr 1986 wurden die Kursschnitte erstmals in den Bemerkungen zu der Gesamtsituation unter dem Aspekt der Ertragskonstanz, wie bereits erwähnt, kommentiert und damit auch dem Sekretariat der EBK bekannt. Die Banken und die Revisionsstellen können nämlich nicht davon ausgehen, dass die EBK jeden ihr zukommenden Revisionsbericht vollständig durcharbeitet. Sie wird sich in der Mehrzahl der Fälle, wozu in den Berichtsjahren 1983–1985 auch die Bank X gehörte, darauf beschränken, die zu Beginn des Revisionsberichtes zusammengefassten Prüfungsergebnisse zu studieren und im übrigen die Berichterstattung der Revisionsstelle stichprobenweise durchzusehen (vgl. Rundschreiben der Eidg. Bankenkommision «Revisionsbericht: Form und Inhalt», Einleitung Abs. 6).

Gewinne aus Kursschnitten realisierte die Bank auch anfangs 1987. Aufgrund der durch den Revisionsbericht 1986 ausgelösten Nachfrage des Sekretariats der EBK beschloss der Verwaltungsrat der Bank im Mai 1987, dass fortan Kursschnitte nicht mehr getätigt werden dürfen. Nach entsprechenden Hinweisen durch das Sekretariat der EBK organisierte die Bank sodann die Rückzahlung der unrechtmässigen Gewinne. Zwei Drittel, etwa 1 Mio Franken, der Erträge aus Kursschnitten im Zeitraum 1982 bis 1986 hatten zur Hauptsache aus Optionskäufen und -verkäufen im Auftrage eines einzigen Kunden aus Deutschland resultiert. Dieser habe mit Kursabrechnungen zu seinen Ungunsten gerechnet, da dies in Deutschland üblich sei, wurde geltend gemacht. Ferner hatte die Bank durch dasselbe Vorgehen bei weiteren neun grösseren Kunden etwa 0,4 Mio Franken erwirtschaftet. Aus umfangmässig kleineren Kursschnitten bei über hundert anderen Kunden ergaben sich weitere 0,1 Mio Franken zugunsten der Bank.

...

D) Direktor A liess sich zusätzlich Verstösse gegen die Pflicht zur Identifikation der Vertragspartner und zur Feststellung der wirtschaftlich Berechtigten zuschulden kommen. Er unterliess es, bei einer 1977 eröffneten, umfangmässig namhaften Kontobeziehung, in deren Rahmen zwei Ausländer verschiedener Nationalitäten bei der Bank in Erscheinung traten, die genaue wirtschaftliche Berechtigung dieser beiden Kunden abzuklären. Aufgrund verwirrlicher Anweisung

gen derselben, die auch zu Missverständnissen führten, war für Direktor A nie vollständig ersichtlich, wer von den beiden letztlich an den bei der Bank eingelegten Werten zu welchen Teilen und wie berechtigt war (vgl. zum Sachverhalt auch WuR Bd. 40 [1988], Heft 2, S. 169). Er berief sich darauf, es habe genügt zu wissen, dass er die Hintergründe der Geschäftsbeziehungen zu diesen beiden Ausländern – sie handelten mit Nutzfahrzeugen im Nahen Osten – gekannt und diese als nicht widerrechtlich erkannt habe. Er habe sich nicht um die internen Abmachungen der beiden Kunden zu kümmern brauchen. Die Bankenkommission hielt demgegenüber fest, dass zur Abklärung der wirtschaftlichen Berechtigung auch gehöre, bei Gemeinschaftskonten und bei Konten mit verschiedenen Verfügungsberechtigten genau festzustellen und aktenkundig zu machen, wer an den angelegten Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigt ist, und dass deshalb ein Missstand vorlag, der eine Verletzung der gebotenen Abklärungspflicht darstellte.

E) Ferner hatte Direktor A im Rahmen der nämlichen Kontobeziehung eine unrichtige Bescheinigung ausgestellt. Er hatte in einer schriftlichen Erklärung auf Wunsch des Rechtsanwaltes des einen Kunden die Kontobeziehung völlig verfälscht dargestellt und u. a. wahrheitswidrig bescheinigt, dass wegen eines Irrtums das Konto vorerst auf den anderen Ausländer lautend geführt wurde und dass dann nachträglich sämtliche Buchungsbelege aber geändert worden seien. Nachdem das Bundesgericht in BGE 111 Ib 128 ausdrücklich festgehalten hat, dass nicht nur Bescheinigungen, die zur Täuschung von Behörden bestimmt oder geeignet sind, sondern dass auch die Ausstellung solcher Bescheinigungen, die gegenüber Privatpersonen verwendet werden sollen, mit dem Gewährserfordernis nicht zu vereinbaren sind, präzisierte die Bankenkommission, dass eine unrichtige Bankbescheinigung generell, d. h. unabhängig ihres beabsichtigten Verwendungszwecks unter dem Titel von Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG zu beanstanden ist. Denn zu welchem Zwecke eine unrichtige Bescheinigung letztendlich verwendet wird, kann eine Bank nicht kontrollieren.

Die Bankenkommission qualifizierte die unerlaubten Kurschnitte, die mangelhafte Abklärung der wirtschaftlich Berechtigten und die unrichtige Bescheinigung als Verstösse gegen das Gebot

der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit und drohte der Bank X für den Fall weiterer Verstösse den Bewilligungsentzug an. Da Direktor A sowohl im Falle der Kursschnitte wie in der Kundenbeziehung mit den beiden Nutzfahrzeughändlern ein schwerwiegendes Fehlverhalten an den Tag legte, verfügte die Bankenkommision, dass er zu ersetzen und seine Unterschriftsberechtigung im Handelsregister zu löschen sei und dass er frühestens in fünf Jahren der Bankenkommision die Frage unterbreiten könne, ob er wieder Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit für die Leitung (oder den Einsitz im Verwaltungsrat) einer Bank biete. Die Bank wurde verpflichtet, der Bankenkommision jede Änderung in der Zusammensetzung des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung vorgängig zur Genehmigung zu unterbreiten und dafür zu sorgen, dass Direktor A sich nicht mehr an der Geschäftsführung der Bank beteiligen oder mit der Kundschaft in geschäftlichen Kontakt treten kann. Die Revisionsstelle wurde angewiesen, diese Auflage durch vierteljährliche Zwischenrevisionen zu überprüfen und der Bankenkommision allfällige Widerhandlungen zu melden. Für den Fall der Nichterfüllung der vorgenannten Auflagen wurde der Bank X der Entzug der Bewilligung angedroht. Des weiteren stellte die Bankenkommision fest, dass das Verhalten des Vizedirektors B und Leiters der Wertschriftenabteilung im Zusammenhang mit den Kursschnitten ebenfalls nicht mit der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit zu vereinbaren war. Er wurde jedoch aus Gründen der Verhältnismässigkeit nicht aus seiner leitenden Stellung verbannt, insbesondere weil er nur am Rande mit der Kundenbeziehung zu den beiden Nutzfahrzeughändlern befasst war. Unter dem gleichen Titel wurden sodann der Verwaltungsratspräsident und der Verwaltungsratsvizepräsident gerügt, da sie im Falle der Kursschnitte ihren Überwachungs- und Kontrollaufgaben nur ungenügend gerecht geworden waren. Da aber auch sie in die andere Angelegenheit nicht verwickelt waren und zudem aufrichtig bestrebt sind, künftiges Wohlergehen der Bank X zu gewährleisten – unter anderem wurden Schritte zur personellen Verstärkung des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung unternommen –, konnte ebenfalls gegenüber ihnen auf weitergehende Massnahmen verzichtet werden.

In einem getrennten Verfahren gegen die bankengesetzliche Revisionsstelle erliess die Bankenkommision eine Verfügung, in wel-

cher festgestellt und beanstandet wurde, dass sie die Revision der Bank X bezüglich der Kursschnitte nicht mit der von einem ordentlichen und sachkundigen Revisor geforderten Sorgfalt durchgeführt habe. Denn zur Sachkunde eines Revisors gehört zweifelsohne auch, dass er die Widerrechtlichkeit von Kursschnitten kennt.

Aus den Erwägungen:

1. a) Gemäss Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG müssen die mit der Verwaltung und Geschäftsführung einer Bank betrauten Personen einen guten Ruf geniessen und Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit bieten. Eine schwere Verletzung der vertraglichen Pflichten gegenüber den Kunden ist mit diesem Erfordernis grundsätzlich nicht zu vereinbaren (BGE 108 I b 201 E. 2 b, aa; Bodmer/Kleiner/Lutz, Kommentar zum schweizerischen Bankengesetz, Zürich 1986, N 35 zu Art. 3). Auf die Vermittlung von Börsengeschäften im Auftrage von Kunden durch eine Bank sind die Bestimmungen des Auftragsrechts, Art. 394 ff. OR, im allgemeinen und diejenigen des Kommissionsrechtes, Art. 425 ff. OR, anwendbar. Die allgemeine Treuepflicht des Auftragsrechts gemäss Art. 398 OR, insbesondere Abs. 2, verpflichtet die Bank zur getreuen und sorgfältigen Ausführung des ihr übertragenen Geschäftes. Hinsichtlich des Preisansatzes bei Börsengeschäften schreibt Art. 428 Abs. 3 OR ausdrücklich vor, dem Kunden in allen Fällen den an der Börse ausgehandelten Preis anzurechnen. Sowohl bei sogenannten «Bestens-Aufträgen» wie bei Aufträgen mit Limiten hat somit die Bank den an der Börse oder mit der Gegenpartei (Broker) erzielten Preis ihren Kunden in Anrechnung zu bringen. Dies gilt auch, wenn die Bank als Eigenhändlerin auftritt, was bei Börsengeschäften, da die Bank die Drittpartei üblicherweise nicht nennt, gemäss Art. 437 OR i.V.m. Art. 436 OR, vermutet wird (Handbuch des Geld-, Bank- und Börsenwesens der Schweiz, 4. Auflage 1987, S. 449 und 596). Ein anderer als der selbst bezahlte Preis kann lediglich angerechnet werden, wenn die Bank die nachgefragten Titel aus eigenem Bestand dem Kunden verkaufen kann. Diesfalls ist sie schon vorher eine eigene Risikoposition eingegangen. Allerdings ist sie auch hier in der Preisgestaltung nicht frei, gebietet doch Art. 436 Abs. 2 OR die Anrechnung des zur Zeit der Auftragsausführung geltenden Börsenpreises. «Zur Zeit der Auftragsausführung» verlangt

dabei die Anwendung von engeren Zeiteinheiten als ganzen Tagen, so dass auch in diesem Fall nicht einfach der schlechteste Tageskurs angewendet werden darf.

b) Die Bank X wickelte die Börsenaufträge ihrer Kundschaft, wie dies für schweizerische Verhältnisse üblich ist, als Selbstkontrahentin ab. Dabei steht, bestätigt durch die Revisionsstelle, fest, dass die Bank die im Auftrage der Kunden gehandelten Titel nie im Eigenbestand gehalten hat und zu keinem Zeitpunkt eine eigene Risikoposition eingegangen ist (vgl. dazu EBK-Jahresbericht 1986, S.27/28). Indem sie den Kunden zu deren Ungunsten aufgrund von Kursnotierungen des nämlichen Börsentages schlechtere als mit der Drittpartei erzielte Kurse in Anrechnung brachte und so einen ihnen zustehenden günstigeren Kurs vorenthielt, verletzte die Bank klarerweise ihre auftragsrechtlichen Treuepflichten. Die Bankkunden sind darauf angewiesen, der Bank absolutes Vertrauen schenken zu können. Der Missbrauch dieses Vertrauens wiegt in concreto besonders schwer, weil den Kunden finanzielle Vorteile vorenthalten wurden und sich die Bank dadurch um rund 1,5 Mio Franken unrechtmässig bereicherte. Ferner fällt negativ ins Gewicht, dass über eine lange Zeitspanne bei sich bietenden Gelegenheiten unrechtmässige Erträge erzielt und eine Vielzahl von Kunden übervorteilt wurde. Das Verhalten der für die unzulässigen Kursschnitte unmittelbar Verantwortlichen in der Bank X, Direktor A und Vizedirektor B, und der für deren Beaufsichtigung und Kontrolle zuständigen Verwaltungsräte ist deshalb mit Blick auf das Gewährserfordernis zu beanstanden.

c) Direktor A und Vizedirektor B machen geltend, sie seien aus ihrer Tätigkeit bei anderen Banken immer der Auffassung gewesen, dass Kursschnitte unter den Voraussetzungen, unter denen die Bank X im Wertpapierhandel tätig ist, zulässig seien; insbesondere lasse das deutsche Recht Kursschnitte zu. Im weiteren habe man sich auf den Verwaltungsrat verlassen dürfen, der, besetzt mit einem Anwalt und einem Bankier, nie auf die Probleme der ihm offengelegten Kursschnitte hingewiesen hat. Zudem habe auch die Revisionsstelle nie interveniert und auf Unregelmässigkeiten hingewiesen. (...)

Die Verwaltungsräte der Bank ihrerseits führen ebenfalls ins Feld, dass sie das Verbot der Kursschnitte nicht gekannt haben und nicht hätten kennen müssen. Bei Art. 428 Abs. 3 und Art. 436 Abs. 2 OR

handle es sich um ausgesprochene Spezialvorschriften, deren Kenntnis von Nichtspezialisten des Wertschriftengeschäfts, wie dies die Verwaltungsräte seien, nicht verlangt werden könne. Vielmehr habe sich der Verwaltungsrat auf die Revisionsstelle verlassen dürfen, die nie auf die Unzulässigkeit der Kursschnitte hingewiesen habe.

Die Berufung auf angebliche Unwissenheit ist indessen unbehelflich, denn Unkenntnis über im Bankgeschäft zentrale Fragen lässt die diesbezüglich erforderlichen fachlichen Qualitäten vermissen. Die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit muss ernsthaft in Frage gestellt werden, wenn fundamentale Kenntnisse des Bankwesens offensichtlich fehlen. Das Wissen um die Unzulässigkeit von Kursschnitten gehört zu diesen fundamentalen Kenntnissen. In jedem Fachbuch werden die Kursschnitte behandelt und als unzulässig dargestellt, z. B., wie bereits zitiert, im Handbuch des Schweizerischen Geld-, Bank- und Börsenwesens (a. a. O.; weitere Literaturhinweise: H. Bächler Bankgeschäfte, Zürich 1972, 8.98; U. Emch/H. Renz, Das Schweizerische Bankgeschäft, 3. Auflage, Thun 1984, S.418; Bankgeschäfte, Leitfäden für das Bankwesen, Band 2, Zürich 1979, S. 218/219). Für das deutsche Recht, um auch die dahingehenden, an sich unbehelflichen Beteuerungen zu entkräften, sei auf H. Schönle, Bank- und Börsenrecht, 2. Auflage, München 1976, S.253, verwiesen.

Abgesehen davon gereicht der Bank nicht zum Vorteil, dass man sich über die Rechtmässigkeit der Erträge aus den Kursschnitten nie Gedanken machte, war man sich doch bewusst, dass diese nur möglich waren, weil die Kunden die Kursfestsetzung nicht nachvollziehen konnten und man, um jegliches Misstrauen auszuschliessen, nicht die schlechtesten Kurse anrechnete. Selbst wenn die konkreten Rechtsvorschriften von Art. 428 Abs. 3 und Art. 436 Abs. 2 OR nicht bekannt waren, hätte aus dem Bewusstsein der allgemeinen Treuepflicht gegenüber dem Kunden geschlossen werden müssen, dass diese Praktiken einer vertrauenswürdigen Kundenbetreuung nicht standhalten.

Die Herren A und B haben zwar offenbar nicht mit deliktischem Vorbedacht gehandelt, sondern vielmehr, wie sie selbst geltend machen, aus Unwissenheit über die Unzulässigkeit der Kursschnitte. Sie geben damit aber zu, fachlich nicht auf der Höhe der an sie

gestellten Anforderungen zu sein. Mit den getätigten Kursschnitten haben deshalb die beiden gewichtige Zweifel an ihrer Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit aufkommen lassen.

Vorbehalte in dieser Richtung sind auch gegenüber dem gesamten Verwaltungsrat anzubringen. Dass die Mitglieder des Verwaltungsrates aus Unkenntnis der Materie ihre Überwachungspflichten nicht mit der erforderlichen Konsequenz ausüben konnten, belastet sie in erheblichem Masse. Einerseits fällt der Vorwurf ihnen gegenüber aber weniger schwer aus, weil sie sich an der Abwicklung der Kursschnitte nicht direkt beteiligt haben. Andererseits werden sie in gewissem Masse auch durch das Verhalten der Revisionsstelle entlastet, auf welche sie sich zwar nicht blind verlassen, aber an deren Beurteilung sie sich doch orientieren durften. Dies ändert jedoch nichts an ihrer Verantwortung für die Oberleitung, Aufsicht und Kontrolle in der Bank, für deren mangelhafte Wahrnehmung sie einzustehen haben.

2. (Erwägungen zum Tatbestand der mangelhaften Identifikation der Vertragspartner und der mangelhaften Feststellung der wirtschaftlich Berechtigten vgl. Sachverhalt D, Seite 13 hievor).

3. (Erwägungen zum Tatbestand der unrichtigen Bescheinigung vgl. Sachverhalt E, Seite 14 hievor).

4. (Erwägungen zu den angeordneten Massnahmen, vgl. Seiten 14/15 hievor).

(Verfügung vom 24. März 1988)

Art. 3 al. 2 let. a LB; art. 7 à 9 OB. Organisation. Adoption de directives relatives aux opérations du personnel pour compte propre

Chaque banque doit mettre en place un certain nombre de mesures et de procédures administratives pour assurer la maîtrise des affaires dans lesquelles elle est active (consid. 1a).

Il appartient aux banques de fixer par des directives internes le cadre des opérations à titre privé que peuvent ou ne peuvent pas faire leurs employés, ceci afin d'éviter des abus (consid. 3).

En l'espèce, organisation insuffisante d'une banque principalement active dans la gestion de fortune et les opérations de bourse (absence de règlement déterminant les opérations du personnel pour compte propre, surveillance déficiente).

Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG; Art. 7-9 BankV. Erlass von Weisungen über Eigengeschäfte der Bankangestellten

Jede Bank muss die Kontrolle ihrer Geschäftstätigkeit durch eine gewisse Anzahl von organisatorischen Massnahmen und Verfahren sicherstellen (E. 1a).

Es ist Aufgabe der Banken, durch interne Weisungen den Rahmen der erlaubten und unerlaubten privaten Geschäfte ihrer Angestellten abzustecken, um Missbräuche zu vermeiden (E. 3).

Beispiel einer ungenügenden Organisation einer Bank, die vorwiegend in der Vermögensverwaltung und in Börsengeschäften tätig ist (Fehlen eines Reglementes betr. Eigengeschäfte des Personals; ungenügende Überwachung).

Extraits des faits:

A) La banque X est une société anonyme en mains étrangères. Son activité principale est la gestion de fortune et les opérations en bourse.

Au début du mois de mai 1986, la société de révision agréée de la banque X informa le Secrétariat de la Commission fédérale des banques (ci-après: CFB) que son rapport de révision ne pouvait être déposé dans le délai prescrit à la fin du mois d'avril 1986. Ce retard

était dû aux investigations étendues qu'elle avait été contrainte d'entreprendre dans le cadre des contrôles approfondis qui avaient pour objet les opérations du personnel suite à certaines opérations effectuées par des opérateurs de marché. Après avoir établi un rapport intermédiaire sur demande du Secrétariat, la société de révision pré-nommée déposa son rapport de révision de l'exercice 1985 le 10 juillet 1986.

Outre les nombreux problèmes posés par l'organisation générale de la banque (faiblesses et lacunes au niveau de la structure, de la stratégie, des outils de gestion de l'informatique et de la gestion des ressources humaines) pour la résolution desquels la banque fit appel à un consultant externe (rapport du 1er septembre 1986), la société de révision s'exprimait pour l'essentiel comme suit relativement à l'art. 44 let. a OB:

- a) La Direction générale:
 - n'a pas délimité par des directives précises et écrites le cadre dans lequel le personnel était autorisé à effectuer des opérations pour propre compte
 - n'a pas exercé une surveillance adéquate de ces opérations
- b) Le Conseil d'administration:
 - a failli à son devoir de haute surveillance
 - n'a pas exercé une surveillance permanente d'un opérateur

La réalisation de gains inhabituels pour comptes propres avait été décelée dans les services «trésorerie-change» et «bourse». S'agissant du premier service, il fut constaté que les gains, réalisés par trois collaborateurs, atteignaient ensemble 40% (Fr. 966 000.–) du total des produits des opérations de change de la banque X pour la période allant du 1er janvier 1985 au 30 avril 1986. Pour la même période, comparés aux produits des opérations sur titres (arbitrages, achats, ventes, souscriptions) de la banque X, les gains réalisés par deux collaborateurs du service «bourse» avaient atteint 67% (Fr. 6 119 000.–).

Interrogé, un des collaborateurs (ci-après: M. X) qui avait réalisé plus de Fr. 5 mios durant la période considérée, déclara que la Direction générale ainsi que le Directeur du secteur étaient tenus au courant journallement des opérations sur titres effectuées par le biais

des copies de décompte de bourse qui étaient chaque lendemain matin sur leur bureau et que le bureau du personnel contrôlait chaque jour un listing par ordinateur des comptes personnels. Il reconnaissait enfin que les opérateurs jouissaient d'une très grande liberté au sein de la banque X.

B) Au mois de juin 1986, le Règlement du personnel de la banque X entra en vigueur. Un chapitre entier était consacré aux opérations du personnel pour compte propre. Ce règlement définissait les opérations interdites et les opérations soumises à l'accord préalable de la Direction générale. Par la suite, la banque X informa l'autorité de surveillance des mesures qui avaient été prises au niveau de la Direction générale et du Conseil d'administration.

La CFB a constaté que la banque X, jusqu'au moment où elle avait entrepris sa réorganisation, ne satisfaisait pas aux conditions légales d'autorisation.

Considérants en droit (extraits):

1. Parmi les conditions d'autorisation que la banque doit satisfaire en tout temps figure notamment celle relative à une organisation correspondant à son activité (art. 3 al. 3 let. a première phrase LB) (...).

a) Le législateur a renoncé à réglementer l'organisation des banques d'une manière trop rigide. Dans l'ordonnance d'exécution de la loi sur les banques et les caisses d'épargne, le Conseil fédéral, dans un chapitre troisième intitulé «organisation interne», a fixé certaines exigences (cf. art. 7–9 OB). Pour satisfaire à la condition d'une organisation adaptée au genre d'activités, la banque doit d'une manière générale mettre en place un certain nombre de mesures et de procédures administratives pour assurer la maîtrise des affaires. Ces mesures et procédures ont pour but d'assurer la protection et la sauvegarde des actifs de l'entreprise et de ses clients, de garantir la sincérité et la fiabilité de l'information comptable et financière, de promouvoir l'efficacité des opérations et des procédures et d'assurer le respect et l'application des instructions de la Direction. Lorsque l'importance des affaires l'exige, la banque doit en plus instituer, conformément à l'art. 3. al. 2 let. a dernière phrase LB, d'une part des organes de direction et, d'autre part, des organes préposés à

la haute direction, à la surveillance et au contrôle, on délimitant les attributions de chacun d'entre eux de façon à garantir une surveillance appropriée de la gestion.

Les statuts de la banque X prévoient que le Conseil d'administration est chargé de la direction supérieure, de la surveillance et du contrôle de la gestion de la banque. Il a notamment pour tâche d'édicter les règlements nécessaires concernant la gestion de la banque et la délimitation des compétences des différents organes. Les attributions et compétences du Comité du conseil sont définies dans le Règlement interne sur l'organisation et l'administration de la banque X. Ce Comité a pour tâche d'examiner la marche générale de la banque X et, en particulier, son organisation interne. La Direction générale a quant à elle pour tâche notamment de régler toutes questions relatives au personnel, sous réserve des dispositions y relatives des statuts et du Règlement interne.

b) (...)

2. En vertu de l'art. 23bis al. 1 LB, la CFB prend les décisions nécessaires à l'application de la loi et veille au respect des prescriptions légales. L'art. 25 al. 1 PA habilite l'autorité compétente sur le fond à prendre une décision de constatation d'office (ATF 108 Ib 547; Grisel, Traité de droit administratif, 1984, p. 867).

3. En l'espèce, l'activité principale de la banque X est la gestion de fortune et les opérations en bourse. Pour maîtriser ce genre d'activité, la banque se devait d'observer les exigences minimales en la matière, notamment se doter d'une organisation adaptée qui repose sur deux éléments essentiels à savoir le respect du principe de séparation des fonctions et une définition formalisée des tâches, des pouvoirs et des responsabilités de chacun, adopter des méthodes et des procédures ayant trait à l'exécution des tâches et aux contrôles de celles-ci, enfin s'assurer un personnel de qualité, tant au niveau de la formation, de l'expérience que de la moralité.

Tant le consultant externe dans son rapport du 1er septembre 1986 que la société de révision agréée dans ses rapports sur la vérification des comptes de l'exercice 1985 et 1986 ont relevé que l'organisation interne de la banque X dans son ensemble devait être revue et améliorée, de même que le contrôle interne, plus particu-

lièrement la séparation des fonctions, la supervision des tâches et la surveillance des différents organes. S'agissant plus particulièrement des opérations effectuées par les opérateurs, il était reproché à la Direction générale de n'avoir pas délimité par des directives précises et écrites le cadre dans lequel le personnel était autorisé à effectuer des opérations pour propre compte et de n'avoir pas exercé une surveillance adéquate sur ces opérations. Il était d'autre part reproché au Comité du conseil, on autorisant M. X à effectuer des opérations d'arbitrage pour son compte, de lui avoir permis d'abuser de cette facilité qui lui était accordée.

Certes, il n'est pas possible d'interdire aux employés de faire des affaires par l'intermédiaire de leur employeur. Il appartient toutefois aux banques, surtout celles dont l'activité principale est comme en l'occurrence la gestion de fortune, de fixer par des directives internes le cadre des opérations que peuvent ou ne peuvent pas faire leurs employés, ceci afin d'éviter des abus. Dans ce genre d'affaire, il ne faut également pas sous-estimer le danger que court la banque en cas de baisse subite des cours, surtout lorsque les employés effectuent ce genre d'opérations au moyen de crédits lombards. Si les employés subissent des pertes, il n'est pas à exclure qu'ils feront en sorte de récupérer les montants perdus en prenant encore plus de risques ou même en utilisant de manière illégale les fonds déposés par la clientèle. Il convient enfin de ne pas susciter auprès de la clientèle gérée l'idée que le personnel est autorisé à profiter des occasions qui s'offrent à lui à son détriment, ou qu'il y a une banque dans la banque, ce qui évidemment ne pourrait que nuire à la réputation de la place financière suisse.

En raison de l'absence de directives et à cause de la tolérance dont ont fait preuve la Direction générale et le Comité du conseil, les opérateurs et plus particulièrement M. X ont pu réaliser des gains qui dépassent largement les limites de l'acceptable et qui vont bien au-delà de celles fixées d'une manière générale par les banques.

Par la mise en place de directives dont la banque X aurait dû se doter pour satisfaire au principe de l'organisation appropriée compte tenu du genre d'activité qui était la sienne, les abus constatés auraient pu être évités ou à tout le moins arrêtés beaucoup plus tôt. Un système de contrôle interne approprié et efficace aurait per-

mis d'arriver au même résultat. Il y a lieu dès lors de constater que, durant la période en cause, les reproches formulés ci-dessus étaient fondées, que partant l'organisation de la banque était déficiente et que celle-ci ne remplissait pas une des conditions d'autorisation. Cela aurait dû conduire la CFB à examiner la question d'un éventuel retrait d'autorisation (art. 23 quinquies LB).

(En l'espèce, cette question ne s'est pas posée puisque la banque X, sur la base du plan d'action établi par le consultant externe et avec l'aide de sa société de révision agréée, s'est efforcée, après avoir procédé à divers changements au sein de la Direction générale et du Conseil d'administration, de mettre en place et de se doter d'une organisation répondant aux critères généralement acceptés dans la branche.)

(Décision du 30 mai 1988)

Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG. Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit. Eintreten auf Feststellungsbegehren. Bevorzugung nahestehender Kunden bei der Zuteilung von Neuemissionen

Die Bankenkommission tritt auf ein Feststellungsbegehren zur Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit ein, wenn die Besetzung einer zukünftigen konkreten Stelle in einer bestimmten Bank zu beurteilen ist (E. 1).

Die gleichmässige Wahrung der Interessen aller Kunden gehört zu den Sorgfaltspflichten des Bankiers. Dies gilt bei der Zuteilung von Neuemissionen, ob betriebliche Weisungen in diesem Sinne bestehen oder nicht (E. 3a).

Art. 3 al. 2 let. c LB. Garantie d'une activité irréprochable. Entrée en matière sur une demande en constatation de droit. Traitement de faveur accordé à des clients proches

La Commission fédérale des banques entre en matière sur une demande en constatation de droit portant sur la garantie d'une activité irréprochable lorsqu'il s'agit d'un emploi concret futur dans une banque déterminée (consid. 1).

Le devoir de diligence impose au banquier de protéger les intérêts de tous ses clients de manière égale. Cette obligation de diligence est requise lors de l'attribution de nouvelles émissions, peu importe l'existence ou l'inexistence de directives à ce sujet (consid. 3a).

Sachverhalt:

Herr S war im April 1981 bei der Bank X, einer Vermögensverwaltungsbank, zur Betreuung der Privatkundschaft und Kundenacquisition eingetreten. Am 1. Januar 1986 wurde S zum Direktor ernannt und übernahm zusätzlich zu seiner früher schon bestehenden Aufgabe die Verantwortung für den Handel, die Dienste und das Back-Office. Im Herbst 1986 wurde S fristlos entlassen. Die Bank X warf ihm vor, er habe die ihm im Rahmen von Verwaltungsvollmachten anvertrauten Kundenvermögen dauernd und systematisch zugunsten ihm nahestehender Gesellschaften vernachlässigt und benachteiligt.

Mit der Entlassung wäre das kurz zuvor von der Eidg. Bankenkommision gegen die Bank X eröffnete Verfahren zur Prüfung der Frage, ob S durch sein Verhalten die Sorgfaltspflicht eines Bankiers verletzt habe und mithin noch Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit biete, eigentlich gegenstandslos geworden. S war aber im Jahre 1987 an der Vorbereitung für die Gründung einer neuen Vermögensverwaltungsbank als Berater tätig. Diese Bank Y beabsichtigte, nach der Bewilligungserteilung S als Geschäftsleitungsmitglied für den Bereich Anlageberatung einzustellen.

In Beantwortung des Gesuches von S stellte die Bankenkommision fest, dass sein Geschäftsgebaren während seiner Tätigkeit als Mitglied der Geschäftsleitung bei der Bank X mit der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit nicht zu vereinbaren war und er als Bereichsleiter «Anlageberatung» bei der Bank Y ebenfalls nicht Gewähr biete. Er könne frühestens Ende 1989 der Bankenkommision die Frage der Gewähr wieder unterbreiten.

Aus den Erwägungen:

1. Zunächst ist zu prüfen, ob auf das Begehren von S, es sei festzustellen, dass er noch Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit im Sinne von Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG biete, einzutreten ist. Gemäss Art. 25 Abs. 1 VwVG kann die in der Sache zuständige Behörde über den Bestand, den Nichtbestand oder den Umfang öffentlichrechtlicher Rechte oder Pflichten von Amtes wegen oder auf Begehren eine Feststellungsverfügung treffen. Einem derartigen Begehren ist zu entsprechen, wenn der Gesuchsteller ein schutzwürdiges Interesse nachweist (Art. 25 Abs. 2 VwVG). Ein schutzwürdiges Interesse an einer Feststellungsverfügung ist immer dann zu bejahen, wenn die für den Betroffenen auf dem Spiele stehenden Interessen eine ausreichende Veranlassung dazu bilden, die Justiz zu bemühen (F. Gygi, Bundesverwaltungsrechtspflege, 3. A., Bern 1983, S.153 mit Hinweisen). Das schutzwürdige Interesse an einer entsprechenden Feststellungsverfügung ist zwar nach ständiger und vom Bundesgericht bestätigter Praxis der Eidg. Bankenkommision normalerweise dahingefallen, wenn der betroffene Gewährsträger infolge seiner Entlassung nicht mehr in den Diensten der Bank steht

(vgl. EBK Bulletin 17, S. 16 f.). Obwohl S von seiner früheren Arbeitgeberin inzwischen entlassen wurde, ist sein Interesse an einer Feststellungsverfügung dennoch zu bejahen, da er in geschäftsleitender Funktion eine neue Stelle bei einer genau bestimmten Bank antreten möchte. Falls ihm die Gewähr abgesprochen werden müsste, könnte diese Bank ihn jedoch gar nicht einstellen, weil ihr in diesem Fall mangels Erfüllung einer Bewilligungsvoraussetzung die Bewilligung entzogen werden müsste. Bei dieser Sachlage ist das schutzwürdige Interesse von S zu bejahen, weshalb auf sein Feststellungsbegehren einzutreten ist.

2. Gemäss Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG gehört zu den Voraussetzungen zur Bewilligung der Aufnahme der Geschäftstätigkeit einer Bank unter anderem, dass «die mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Bank betrauten Personen einen guten Ruf geniessen und Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit bieten». Die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit ist namentlich dann zu verneinen, wenn das Geschäftsgebahren des Betroffenen gegen einschlägige Rechtsnormen, bankinterne Verwaltungsreglemente, Standesregeln oder vertragliche Vereinbarungen mit Kunden verstossen hat (Bodmer/Kleiner/ Lutz: Kommentar zum schweizerischen BankG, N. 34 f. zu Art. 3-3ter BankG). Darüber hinaus muss die Gewähr auch dann verneint werden, wenn die beanstandete Tätigkeit «in krasser Weise dem Verhalten, wie es von einem redlichen Bankier erwartet werden muss», widerspricht (EBK Bulletin 15, S. 11 ff.).

3. Vorweg ist festzuhalten, dass S bei seiner früheren Arbeitgeberin als Direktor zur eigentlichen Geschäftsführung im Sinne von Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG zählte und demnach Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit zu bieten hatte. Somit ist zu prüfen, ob sein Geschäftsgebahren als Direktor der Bank X den vorstehend genannten Anforderungen entsprochen hat.

a) Es steht fest und wird von S auch nicht bestritten, dass er wiederholt seinem Bruder (persönlich in zwei Fällen) und diesem nahestehenden Kunden (verschiedene Gesellschaften panamesischen und liechtensteinischen Rechts, in denen er – ohne die gemäss Reglement erforderliche Zustimmung des Verwaltungsrates der Bank einzuholen – und/oder sein Bruder als Verwaltungsrat bzw. Stifungsrat Einsitz genommen hatten) Neuemissionen zugeteilt hat.

Nach den Erhebungen der bankengesetzlichen Revisionsstelle der Bank X erzielten sie aus diesen Zuteilungen zwischen 1984 und 1986 kurzfristig Kursgewinne von rund Fr. 190 000.–. Es steht aufgrund der Aktenlage auch fest, dass der Bruder von S und dessen Kundschaft gegenüber den übrigen Kunden mit Verwaltungsvollmacht von S verhältnismässig hohe Zuteilungen aus begehrten Neuemissionen erhielten, und zwar sowohl bezüglich der Zuteilungen an Kunden von S insgesamt wie auch hinsichtlich der Grösse und Bedeutung der Kunden für die Bank. So teilte S seinem Bruder und/oder dessen Kunden aus der Emission einer ausländischen Bank von 1600 für seine Kundschaft bestimmten Titeln 500 zu. Im Falle der Emission Kugelfischer waren es 150 von 350 und im Falle der Emission Inspectorate 215 von 330. Bei andern Emissionen, wo die Bank nur wenige Titel zugesprochen erhielt, teilte S die für seine Kundschaft bestimmten Titel ausschliesslich den Kunden seines Bruders zu (bspw. Emission AGIE [5 Titel], Bobst [10], Prodega [1], Fortuna [5], Porsche [20], Nixdorf [75]). Selbst wenn es zutreffend sein sollte, dass ein Grossteil der Zuteilungen an die Kundschaft seines Bruders aufgrund von telefonischen Aufträgen gezeichnet wurden und der von S dargelegten Praxis für Zuteilungen eine gewisse Plausibilität nicht abzuspochen ist, so erweisen sich indessen seine Argumente betreffend die Berücksichtigung der Referenzwährung und der Etablierung von Aktienpositionen von mindestens 2 bis 3 Prozent des Kundenportefeuilles angesichts des von ihm praktizierten Systems der sofortigen Gewinnabschöpfung als unerheblich. Er hätte ebenso seinen übrigen Kunden, die er zu rund 95% aufgrund entsprechender Verwaltungsvollmachten zu betreuen hatte, die kurzfristig erzielten Kursgewinne gutschreiben können. Durch seine Zuteilungspraxis hat er sie entsprechend benachteiligt.

Die einseitige und unverhältnismässige Bevorzugung nahestehender Kunden stellt zweifelsohne einen gravierenden Verstoss gegen den Grundsatz von Treu und Glauben im Geschäftsverkehr dar und ist mit dem Gebot des redlichen Verhaltens sowie mit der Sorgfaltspflicht eines seriösen Bankiers nicht zu vereinbaren. Überdies hat S durch diese einseitige Zuteilungspraxis Art. 1 der «Richtlinien der Schweizerischen Bankiervereinigung für die Ausübung von Verwaltungsaufträgen an die Bank» verletzt, wonach diese die ihr erteilten Verwaltungsaufträge «nach bestem Wissen und Gewissen» aus-

zuüben hat. Der Einwand von S, wonach für solche Zuteilungen keine betrieblichen Weisungen bestanden hätten, ist unbehelflich, denn die gleichmässige Wahrung der Interessen aller Kunden gehört zu den elementaren Sorgfaltspflichten jedes seriösen Bankiers. Dies gilt erst recht im Falle einer offensichtlichen Interessenkollision, wie sie im vorliegenden Fall bestanden hat. Auch ohne entsprechende Vorschriften wäre S zumindest verpflichtet gewesen, beabsichtigte Zuteilungen zugunsten seines Bruders bzw. der von diesem vertretenen Gesellschaften vorgängig von der Geschäftsleitung oder übergeordneten Organen der Bank visieren zu lassen. Dabei kann offengelassen werden, ob sich diese Pflicht nicht schon aufgrund der reglementarischen Ausstandsklausel (Art. 15) aufgedrängt hätte. Erschwerend fällt auch ins Gewicht, dass S die jeweiligen Aufträge seines Bruders nicht einmal schriftlich festhielt, was gerade im Verkehr mit Verwandten und nahestehenden Personen angesichts möglicher Interessenkonflikte angebracht gewesen wäre, umso mehr als er selbst das Fehlen ordnungsgemässer Notierung eingehender Aufträge bei der Bank X als organisatorischen Mangel kritisierte.

b) Zusammenfassend ergibt sich, dass das Geschäftsgebahren von S während seiner Tätigkeit als Direktor bei der Bank X mit der Sorgfaltspflicht eines redlichen Bankiers und somit auch mit der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit nicht zu vereinbaren war.

4. S hat ferner beantragt, es sei festzustellen, dass er inskünftig «generell» Gewähr biete. Diesem Antrag kann jedoch nicht entsprochen werden, da die Gewährfrage eben gar nicht generell und abstrakt beantwortet werden kann. Sie hängt vielmehr vom konkreten Einzelfall ab, d. h. vom betrieblich-organisatorischen Umfeld und der Funktion, welche S inskünftig wahrnehmen will.

Die Bank Y beabsichtigt, ihn als Bereichsleiter «Anlageberatung» einzustellen. Bei dieser Bank handelt es sich um ein Institut, das erst 1987 von der Eidg. Bankenkommission die Bewilligung zur Aufnahme der Geschäftstätigkeit erhalten hat. Es kann nicht angenommen werden, dass dieses gerade erst gegründete Institut bereits über eine hinreichend gefestigte hierarchische, personelle und organisatorische Struktur verfügt, welche erforderlich wäre, um eine angemessene interne Aufsicht und Kontrolle des künftigen Geschäftsgebarens von S zu gewährleisten. Bei dieser Sachlage bietet S im

jetzigen Zeitpunkt keine Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit als Bereichsleiter der Bank Y. Es ist ihm jedoch unbenommen, auf einem Posten unterhalb der Ebene der Geschäftsleitung für dieses Institut tätig zu werden.

Schliesslich erheischt es das Verhältnismässigkeitsprinzip, die Dauer dieser Massnahme zu befristen und dem Betroffenen eine neue Chance zu geben, wenn er sich über einen angemessenen Zeitraum bewährt hat. Es ist S deshalb unbenommen, diese Frage der Bankenkommision frühestens Ende 1989 wieder zur Prüfung zu unterbreiten.

(Verfügung vom 8. März 1988)

Etendue de la révision dans les banques / Enquête 1986

1. Objet et but de l'enquête

L'institution de révision examine, selon l'art. 19 LB, si les comptes annuels sont établis, tant à la forme qu'au fond, conformément aux prescriptions des lois, des statuts et des règlements, et si les conditions d'autorisation requises par la loi et l'ordonnance d'exécution sont remplies.

Lors de l'enquête effectuée en 1978 (Bulletin CFD 4, p. 5 ss) portant sur les exercices 1976 et 1977, la question se posait de savoir combien de temps il était annuellement nécessaire afin de remplir les exigences légales, respectivement combien d'heures de révision (interne et externe) devaient être consacrées afin qu'une banque puisse être révisée dans les règles de l'art. Dans le contexte de l'enquête de 1986 portant sur les exercices 1984 et 1985, cette question initiale est toujours d'actualité; à cela s'ajoute la recherche d'une confirmation des résultats obtenus à l'époque ainsi que la mesure de l'ampleur prise par la révision bancaire en l'espace d'environ une décennie; la recherche de critères qui doivent faciliter la prise de décision en matière d'implantation ou non d'un inspectorat interne dans une banque est également un objectif assigné à cette enquête. Il est en effet admis qu'une surveillance efficace ne peut s'exercer qu'au moyen d'une combinaison appropriée entre révision interne et révision externe.

La réponse à ces questions ne peut pas être uniquement apportée sous forme de normes (coefficients) applicables à toutes les banques en général. Des facteurs, quantifiables ou non, tels que le volume, le genre et le rayon d'activité, la fiabilité du système de contrôle interne, le niveau d'informatisation, l'exploitation de filiales, le nombre de personnes occupées, sont entre autre à prendre en considération. Ces critères ont une influence directe sur l'étendue de la révision de chacune des banques prise individuellement.

La mise en relation de l'étendue de la révision avec l'effectif du personnel, bien que devant être nuancée dans chaque cas, apparaît plus réaliste qu'un rapprochement avec la somme du bilan. En effet, une part importante des prestations fournies par les banques

ne dépend pas des diverses rubriques mais doit néanmoins être examinée sous l'angle des prescriptions légales. Durant la période de 1977 à 1985, le développement de l'activité bancaire a d'une part été important, l'évolution de la somme du bilan et de l'effectif du personnel le prouve; d'autre part, les divers secteurs d'activité n'ont pas évolué de manière identique, preuve en est le fait qu'en général, les affaires indifférentes ont progressé plus rapidement que les affaires d'intermédiations financières.

Les analyses effectuées n'ont pas de prétentions scientifiques; elles doivent donner une impulsion nouvelle à la recherche d'idées neuves. Les résultats doivent être considérés comme point de départ, comme base d'une plus large réflexion des cercles intéressés.

2. Procédure

Les institutions de révision bancaire ont reçu, au courant du mois de juillet 1986, le questionnaire sur l'étendue de la révision dans les banques à fin 1984 et 1985.

A l'exception des caisses Raiffeisen, les autres catégories de banques ont toutes été concernées par la première phase de l'opération, autrement dit la phase de saisie des données. Dans un deuxième temps, soit lors de l'évaluation des données, les groupes comprenant les «banques à statut particulier», les «caisses de crédit mutuel», les «autres banques» ainsi que les «sociétés financières qui font appel au public pour obtenir des fonds en dépôt» n'ont pas été prises en considération. L'évaluation est fondée sur les chiffres prélevés pour l'exercice 1985; les résultats obtenus sur la base des chiffres de l'exercice 1984 ne sont pas fondamentalement différents.

L'enquête ainsi que l'évaluation des données sont axées principalement sur l'étendue de la révision tant externe qu'interne ainsi que sur l'effectif moyen du personnel de chaque institut.

Afin que les coefficients soient comparables entre eux et avec ceux calculés lors de l'enquête précédente, le mode de calcul du nombre de réviseurs n'a pas été modifié. Les heures de révision externe ont été converties en nombre de réviseurs sur une base de 1800 heures par année et additionnées aux chiffres indiqués sur les questionnaires. La relation entre nombre de réviseurs et effectif

moyen du personnel a été calculée par institut, catégorie de banques ainsi que par la classe définie selon l'effectif du personnel.

Il a de plus été déterminé, toujours sur la base du nombre de personnes occupées, à partir de quel moment une banque dispose d'un inspectorat interne. Ces éléments ont encore été complétés par une évaluation de la part de la révision interne par rapport à l'ensemble de la révision. La délimitation entre travaux de pur contrôle et tâches de la révision interne n'est pas facile à déterminer; dès lors, les heures de révision qui ont été annoncées ne peuvent en général pas être évaluées selon des critères uniformes. Les réconciliations de comptes avec les correspondants ou entre comptabilité principale et auxiliaire sont des exemples typiques de tâches de contrôle qui sont exercées dans le cadre des fonctions hiérarchiques.

3. Vue d'ensemble

Tableau No 1

Ce tableau a pour but de mettre en évidence l'ampleur du développement de l'activité bancaire entre 1977 et 1985 au moyen de deux indicateurs, l'un étant la somme du bilan, l'autre le nombre de personnes occupées.

Evolution de la somme du bilan et de l'effectif du personnel des banques (1977/1985)

Groupe	Somme du bilan			Effectif du personnel		
	total (en mrd SFr.)		augmen- tation	total		augmen- tation
	1977	1985		1977	1985	
Banques cantonales	84.4	144.0	71%	11'164	15'332	37%
Grandes banques	171.5	394.6	130%	41'114	52'743	28%
Banques régionales et c. d'épargne	40.3	64.4	60%	5'654	7'359	30%
Banques commerciales	10.5	24.1	130%	2'900	4'509	55%
Banques spéc. opér. de bourse	3.4	9.3	174%	1'899	3'128	65%
Banques de petits crédits	2.1	3.6	71%	845	1'045	24%
Banques en mains étrangères	30.5	76.8	152%	6'991	11'481	64%
Succursales de banques étrangères	6.4	16.0	150%	1'695	2'192	29%
Banquiers privés	2.1	4.2	100%	1'966	2'060	5%
	351.2	737.0	110%	74'228	99'849	35%

Source: BNS Les banques suisses en 1977, page 22, 197, resp. 1985, page 33

Tableau No 2

Ce tableau révèle le déplacement de l'activité commerciale. Le produit net des intérêts perd en général de l'importance au profit du produit net des commissions. Si au total la relation était encore de 49%/51% en 1977, celle-ci passe à 40%/60% en 1985. Cette constatation doit cependant être nuancée car les valeurs évoluent différemment à l'intérieur des divers groupes de banques. La part du produit net des intérêts s'est en effet encore accrue dans la catégorie des banques cantonales et dans celle des banques régionales.

Evolution de l'activité commerciale (importance des intérêts nets et des commissions nettes à l'intérieur du compte de profits et pertes des banques)

Groupe	1 Intérêts nets		2 Commissions nettes		3 Proportion (1:2)	
	en mio SFr				1977 %	1985 %
	1977	1985	1977	1985		
Banques cantonales	496	1'079	202	399	71:29	73:27
Grandes banques	1'139	1'738	1'400	3'513	45:55	33:67
Banques régionales et c. d'épargne	212	470	103	171	67:33	73:27
Banques spéc. opér. de bourse	¹⁾ 218	562	323	1'033	40:60	35:65
Banques en mains étrangères	258	547	396	1'387	39:61	28:72
	2'323	4'396	2'424	6'503	49:51	40:60

Source: BNS Les banques suisses en 1977, page 178, resp. en 1985, page 150

¹⁾ y compris les quatre banques classées sous la rubrique 5.14 «Autres établissements» de la BNS

Tableau No 3 (page 38)

L'étendue de la révision a augmenté, dans tous les groupes de banques sauf dans celui des grandes banques, de manière plus que proportionnelle par rapport à l'augmentation du personnel (environ 58% contre 35%).

Cependant, l'ampleur prise par la révision n'est pas en relation avec l'augmentation de l'activité mesurée par rapport à la somme du bilan (environ 58% contre 110%). Les collaborateurs des banques traitent probablement aujourd'hui en moyenne un volume d'affaires supérieur à celui de 1977 et les réviseurs ont probablement en moyenne à contrôler plus d'affaires qu'en 1977.

Comme en 1977, la relation nombre de réviseurs / nombre de personnes occupées présente en 1985 de gros écarts selon les catégories de banques. Les filiales de banques étrangères présentent la relation la plus favorable tandis que le groupe des grandes banques présente le rapport le plus faible.

Cette dernière constatation doit être nuancée. Dans le cadre de l'enquête il n'a pas été possible de prendre en considération tous les facteurs. Certains de ces facteurs ont une influence sur l'étendue de la révision mais ne peuvent être mis en relation directe avec elle. Il s'agit par exemple:

- d'un éventuel renforcement et par conséquent d'une augmentation des effectifs dans des départements tels que «organisation», «informatique» et autres «services techniques»;
- d'un éventuel renforcement de l'activité de contrôle dans les différents sièges, activité qui n'a probablement pas été annoncée au titre de la révision;
- de la qualité et du niveau de formation des réviseurs ainsi que de la fiabilité de l'organisation de la révision.

Effectif du personnel des banques et nombre de réviseurs en 1977 et 1985

Groupe		Nombre d'instituts	Effectif du personnel ¹⁾	Nombre de réviseurs ²⁾	Proportion %
Grandes banques	1977	5	40'211	267	0,66
	1985	5	52'743	334	0,63
Banques régionales et c. d'épargne	1977	219	5'346	63	1,18
	1985	213	6'748	97	1,44
Banques commerciales	1977	36	2'865	42	1,47
	1985	25	4'667	78	1,67
Banques spéc. opér. de bourse	1977	45	1'895	23	1,21
	1985	44	3'021	54	1,79
Banques de petits crédits	1977	13	819	6	0,73
	1985	12	1'046	22	2,10
Banques en mains étrangères	1977	83	6'708	124	1,85
	1985	104	10'861	245	2,26
Succursales de banques étrangères	1977	14	1'694	33	1,95
	1985	14	2'122	53	2,50
Banquiers privés	1977	27	1'933	17	0,88
	1985	23	2'067	27	1,31
Total ³⁾	1977	442	61'471	575	0,94
	1985	440	83'275	910	1,09
Banques cantonales ²⁾	1985	29	14'856	212	1,43

1) Selon données de l'enquête

2) Nombre de personnes occupées par l'inspection + les heures de travail de la société de révision externe divisées par 1800 (=1 année/homme)

3) Sans les Banques cantonales, Caisses de crédit mutuel et Caisses Raiffeisen

4) Les données des banques cantonales n'ont pas été prélevées en 1977

Tableau No 4 (page 39)

Ce tableau devrait permettre à chaque établissement de se situer par rapport à son importance.

Proportion entre le nombre de réviseurs et l'effectif du personnel 1977-1985

Groupe	Effectif du personnel par institut						Total	
	1-5 coll.		6-50 coll.		plus de 50 coll.		Nombre d'instituts	Proportion %
	Nombre d'instituts	Proportion %	Nombre d'instituts	Proportion %	Nombre d'instituts	Proportion %		
Grandes banques 1977 1985	-	-	-	-	5	0,66	5	0,66
Banques régionales etc. d'épargne 1977 1985	91	2,4	104	0,9	24	1,2	219	1,18
Banques commerciales 1977 1985	7	2,3	20	1,8	9	1,4	36	1,47
Banques spéc. opér. de bourse 1977 1985	4	2,8	28	1,3	13	1,2	45	1,21
Banques de petits crédits 1977 1985	2	2,4	7	0,9	4	0,7	3	0,73
Banques en mains étrangères 1977 1985	1	1,6	49	1,7	33	1,9	83	1,85
Succursales de banques étrangères 1977 1985	-	-	48	2,16	56	2,27	104	2,26
Banquiers privés 1977 1985	-	-	5	1,9	9	1,9	14	1,95
	-	-	3	1,34	11	2,55	14	2,50
	-	-	15	0,7	12	0,9	27	0,88
	-	-	12	1,26	11	1,29	23	1,31
Total 1977 1985	105	2,4	228	1,4	109	0,9	442	0,94
	71	3,87	214	1,67	155	1,05	440	1,09
Total sans les grandes banques 1977 1985					104	1,5	437	1,45
					150	1,91	435	1,89
Banques cantonales:1985					29	1,43	29	1,43

Tableau No 5 (page 41)

Groupes des grandes banques et des banquiers privés exceptés, la part de la révision interne a augmenté par rapport à celle de la révision externe.

Les facteurs présentés ont pu être influencés par des modifications intervenues entre 1977 et 1985. Ces modifications peuvent se situer par exemple au niveau de la prise en considération ou non des charges de révision à l'étranger et au niveau d'une redistribution des tâches entre révision interne et externe.

En ce qui concerne les banques cantonales, la majorité des inspectoriats internes assument aussi le rôle d'institution de révision bancaire au sens de la loi. Le taux le plus élevé se rencontre normalement dans cette catégorie, le 3% de part de la révision externe ne concernant qu'un nombre restreint d'instituts.

Importance de la révision interne par rapport à l'ensemble de la révision

Groupe		Nombre de réviseurs ¹⁾	dont réviseurs internes	
			total	en %
Grandes banques	1977	267	251	94%
	1985	334	301	90%
Banques régionales et c. d'épargne	1977	63	26	41%
	1985	97	43	44%
Banques commerciales	1977	42	28	67%
	1985	78	57	73%
Banques spéc. opér. de bourse	1977	23	11	48%
	1985	54	35	65%
Banques de petits crédits	1977	6	3	50%
	1985	22	18	82%
Banques en mains étrangères	1977	124	82	66%
	1985	245	171	70%
Succursales de banques étrangères	1977	33	23	70%
	1985	53	42	79%
Banquiers privés	1977	17	11	65%
	1985	27	17	63%
Total	1977	575	435	76%
	1985	910	684	75%
Banques cantonales	1985	212	205	97%

1) Selon tableau No 3

Tableau No 6 (page 42)

Ce tableau a pris une importance particulière dans la mesure où les résultats de l'enquête ont été utilisés pour fixer de nouveaux critères en ce qui concerne la mise en place d'un inspectorat interne dans les banques. Une circulaire «Révision interne (inspectorat)» avec entrée en vigueur le 1er décembre 1988 a été approuvée par la Commission fédérale des banques le 3 octobre 1988.

Proportion des banques, réparties selon l'effectif du personnel, qui disposent d'un inspecteur interne

Collaborateurs Groupe	1 - 5		6 - 50		51 - 100		plus de 100		Total	
	Nombre d'instituts total	avec insp. en%	Nombre d'instituts total	avec insp. en%	Nombre d'instituts total	avec insp. en%	Nombre d'instituts total	avec insp. en%	Nombre d'instituts total	avec insp. en%
Grandes banques 1977 1985	-	-	-	-	-	-	5	100	5	100
Banques régionales et c. d'épargne 1977 1985	91	-	104	1	7	5	17	16	219	22
Banques commerciales 1977 1985	7	-	20	2	2	5	7	6	36	8
Banques spéc. opér. de bourse 1977 1985	4	-	28	3	7	4	5	4	45	12
Banques de petits crédits 1977 1985	2	-	7	-	-	2	4	4	13	4
Banques en mains étrangères 1977 1985	1	-	49	10	15	13	19	18	83	41
Succursales de banques étrangères 1977 1985	-	-	48	18	26	21	30	30	104	69
Banquiers privés 1977 1985	-	-	15	1	5	2	7	4	27	7
Total	105	-	228	18	40	28	69	61	442	107
Banques cantonales 1985	71	-	214	30	63	43	92	92	440	165
Banques cantonales 1985	-	-	-	-	5	5	24	24	29	29

4. Remarques finales

Mis à part le fait que l'activité bancaire s'est fortement développée et qu'elle s'oriente aujourd'hui plus vers les opérations indifférentes, l'enquête sur l'étendue de la révision dans les banques a permis d'obtenir les indications suivantes:

- l'étendue de la révision mesurée par rapport au nombre de personnes occupées a augmenté. L'ampleur prise par la révision n'est cependant pas en relation avec l'évolution de la somme du bilan;
- une enquête ne peut pas prendre en considération la totalité des facteurs déterminants en particulier en ce qui concerne les critères de qualité de la révision;
- la part de la révision interne est devenue plus importante dans la majorité des catégories de banques;
- toutes les banques qui occupent plus de 100 personnes disposent d'un inspectorat interne.

Il est difficile de trouver une norme applicable en général lors de l'appréciation de l'étendue de la révision nécessaire à l'examen efficace d'une banque. L'effectif moyen du personnel est l'une des nombreuses solutions possibles; une combinaison de différents critères est certainement celle qui apportera un résultat optimum, ce qui a été démontré par l'enquête qui a été effectuée.

La Commission des banques utilisera les résultats obtenus comme point de départ d'un examen plus approfondi de cas particuliers. Les écarts par rapport à la norme qui subsistent entre banques, catégories de banques ou sociétés de révision peuvent (mais ne doivent pas impérativement) provenir d'erreurs. L'important est cependant d'examiner et d'analyser les causes des écarts afin de déterminer si elles les justifient.

Il est vrai que la sécurité d'une banque dépend dans une large mesure, mais pas exclusivement, de la révision interne et externe. Il existe cependant, à côté de ces deux instruments que sont la révision interne et externe, d'autres mesures qui sont intégrées dans l'organisation d'une banque (incompatibilité des tâches, séparation des fonctions, fractionnement des opérations, etc.) et qui doivent être prises en considération. Ceci devrait être l'une des raisons pour les-

quelles le coefficient du groupe des grandes banques est nettement en-dessous de la moyenne de l'ensemble des banques.

Les hauts coefficients atteints dans les groupes des filiales étrangères et des succursales de banques étrangères sont frappants.

A partir d'une certaine grandeur, une banque a besoin d'un inspecteur interne afin de rendre possible un examen général et efficace. Plus la banque est grande, plus la part de la révision interne devient importante. Afin que la révision externe soit, dans ce cas, encore en mesure de remplir les exigences légales, elle doit intensifier la vérification de la légalité, de l'opportunité et du fonctionnement de l'organisation interne de la banque sous l'aspect particulier des mesures d'organisation qui ont été prises en vue d'assurer la surveillance et le contrôle de l'activité et de la présentation des comptes de la banque; elle doit examiner à cette occasion l'efficacité de la révision interne.

Les multiples renforcements nécessaires des tâches de la révision seront en premier lieu, en particulier dans les grandes banques, prises en charge par la révision interne ce qui signifie qu'à l'avenir la part de la révision interne par rapport à l'ensemble de la révision va encore augmenter.